



Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Agnès SAURAT

Aménagement durable - Convention d'occupation temporaire de l'Eco-cirque lieu-dit "Rastouble" à Montpellier - Remise gracieuse - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'occupation temporaire d'un terrain situé dans le secteur d'Odysseum, au lieu-dit Rastouble, sur la parcelle cadastrée RA n° 1 d'une superficie de 9 888 m² sur la commune de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole a établi une convention d'occupation temporaire avec l'Eco-cirque Bouglione 100 % humain.

Cette convention initiale en date des 25 août et 6 octobre 2020 a été reconduite par quatre avenants successifs avec une redevance s'élevant à 40 € par jour d'occupation jusqu'au 31 décembre 2021, comme indiquée ci-dessous :

Objet	N° et date de Décision	Période	Nbre de jours	Montant à 40 €/j
Convention initiale des 25/08/2020 et 06/10/2020	N°2020-725 21 septembre 2020	Du 21/10/2020 au 21/01/2021	93	<u>3 720 €</u>
Avenant n° 1 du 15/01/2021	N°2021-024 14 janvier 2021	Du 22/01/2021 au 31/03/2021	69	<u>2 760 €</u>
Avenant n° 2 du 15/03/2021	N°2021-144 5 mars 2021	Du 01/04/2021 au 30/05/2021	61	<u>2 440 €</u>
Avenant n° 3 du 24/06/2021	N°2021-504 16 juin 2021	Du 01/06/2021 au 30/09/2021	122	4 880 €
Avenant n° 4 du 23/09/2021	N°2021-843 14 septembre 2021	Du 01/10/2021 au 31/12/2021	92	<u>3 680 €</u>

Or, dans le contexte de crise sanitaire, d'octobre 2020 à fin décembre 2021, la situation financière de l'Eco-cirque durant cette occupation, s'est trouvée en grande difficulté. L'Eco-cirque n'a pas pu recevoir les recettes escomptées en raison de l'interdiction de toutes manifestations, des contraintes du pass sanitaire, du nombre de représentations réduit et de la chute des ventes de places et de réservations.

De fait, la Métropole souhaite soutenir le spectacle vivant et ne pas pénaliser davantage la situation financière de l'Eco-cirque.

Il est proposé de renoncer au recouvrement d'une partie du montant dû, de la convention initiale ainsi que l'avenant n°1, n°2 et n°4, étant précisé que l'avenant n° 3, a été réglé par l'Eco-cirque pour un montant de 4 880 €.

L'annulation de la redevance proposée s'élève à 12 600 € correspondant à 315 jours d'occupation temporaire et aux décisions métropolitaines n° 2020-725, n° 2021-024, n° 2021-144 et n° 2021-843.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la remise gracieuse relative à l'occupation prévue dans la convention d'occupation temporaire et ses avenants, pour un montant global s'élevant à 12 600 € ;
- De renoncer purement et simplement au montant de la recette ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/03/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 1 avril 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220322-181458A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 01/04/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.